

LA "DÉPARTEMENTALISATION" DE TAHITI

NOUS avons récemment publié les déclarations de M. Cérans Jérusalem, président de l'Assemblée territoriale de Tahiti. Nous donnons aujourd'hui la parole à M. Alfred Poroi, maire de Papeete, conseiller à l'Assemblée territoriale, son adversaire politique. Nous donnons ainsi, s'il en était besoin, une nouvelle preuve de notre objectivité.

culièrement dangereuses pour lui dans un pays resté profondément attaché aux missions, protestantes ou catholiques, toute liaison apparente a disparu. Mais certains pensent à Tahiti que le président de l'Assemblée locale, qui s'intitulait autrefois « progressiste chrétien », a continué à faire la liaison avec les communistes.

La première manifestation du R.D.P.T. a d'ailleurs été de hisser un drapeau prétendument tahitien. A ce moment, le slogan du parti et sa propagande dans le pays, de bouche à oreille, visaient à éliminer l'autorité française. Les intéressés avaient essayé effectivement de le faire en 1947, lors d'une rébellion qui a été publique et caractérisée, malgré qu'elle ait été suivie d'un acquittement général dont on se prévaut maintenant pour prétendre qu'on a été injustement arrêté.

Depuis, on a mis une sourdine aux manifestations apparentes de cette propagande et on se répand en déclarations publiques de fidélité à la France d'autant plus affirmées que les attaques de ceux qui restaient réellement attachés à l'autorité française avaient été et restent plus vives.

C'est ainsi qu'on met en avant cette fautive « départementalisation » de Tahiti dont on espère bien qu'elle affaiblira, sur place, l'autorité de qui gouverne.

Un petit territoire, aussi éloigné et aussi différent de la métropole, ne peut que souffrir de l'assimilation à un département métropolitain et l'on ne verrait pas sans appréhension, surtout à une telle distance, son administration écartelée entre les multiples ministères qui, en France, se répartissent les attributions gouvernementales. Les plaintes des députés des Antilles, pourtant beaucoup plus proches de la métropole, ne sont pas pour dissiper ces appréhensions.

Mais la proposition a pour but de démontrer qu'on est plus français que quiconque. C'est une manœuvre destinée à jeter de la poudre aux yeux des métropolitains.

A Tahiti, nous croirons à la sincérité du R.D.P.T. lorsque nous

aurons vu disparaître drapeau ou fanion prétendument tahitien — le seul qu'arbore le député sur sa voiture — et cesser la propagande antifranaise qui se poursuit à l'abri des oreilles indisciplinées.

Au moment où M. Cérans Jérusalem déclare que des familles de paysans français seraient bien accueillies à Tahiti, cette propagande répète aux Tahitiens qu'on leur a pris leurs terres et qu'il faut les reprendre aux « papas ». Un Tahitien a été récemment condamné pour avoir cru qu'il pouvait passer à exécution, sur la foi des paroles du député.

Quant à l'œuvre de l'Assemblée locale, depuis qu'elle est présidée par M. Cérans Jérusalem, on peut la résumer en disant qu'elle procède d'idées bonnes et d'idées nouvelles. Malheureusement, les idées bonnes ne sont pas nouvelles et les idées nouvelles ne sont pas bonnes.

Mais ce qu'omet d'indiquer M. Cérans Jérusalem, c'est la façon dont il a prétendu diriger les dé-

bats de l'Assemblée, dès les premières séances, en imposant un règlement qui tenait, ou à peu près, dans ces trois propositions :

1° Il n'y aura que deux partis : le parti du député et le parti de l'opposition ;

2° Un orateur de chaque parti seulement pourra prendre la parole sur chaque sujet ;

3° Les opposants seront expulsés.

C'était évidemment une solution radicale au problème que pose le fonctionnement des institutions démocratiques. Peut-être la trouverait-on bonne. Mais elle n'est pas nouvelle et s'appliquait, nous a-t-il été dit, dans maints pays, au delà de certain rideau, aussi longtemps qu'on ne s'est pas cru assez fort pour éliminer toute opposition.

En vous demandant de vouloir bien porter à la connaissance de vos lecteurs ces renseignements complémentaires, je vous prie d'agréer, etc.



de M. Cérans Jérusalem, président de l'Assemblée territoriale de Tahiti.

Afin que vos lecteurs soient informés de la situation politique à Tahiti mieux que par les déclarations intéressées de ce dernier, je me permets de les compléter par les renseignements suivants :

La « Rassemblement démocratique des populations tahitiennes » dont les fondateurs sont en effet le député, M. Pouvanana A Opo et M. Cérans Jérusalem, a été créé à Tahiti en 1949, à l'inspiration des communistes et à l'instar du « Rassemblement démocratique africain » d'A.O.F., parti dont on connaît les tendances et les agissements. Pour l'élection législative de 1949, M. Lachenat, conseiller communiste à l'Assemblée de l'Union française, a fait campagne pour M. Pouvanana, qu'il a vu et au su de chacun à Tahiti.

Depuis, et à la suite des attaques dont le R.D.P.T. a été l'objet sur ce point, attaques parti-

Le maire de Papeete à l'Hôtel de Ville de Paris

M. ALFRED POROI, maire de Papeete, membre de l'Assemblée représentative des Etablissements Français de l'Océanie, venu en mission à Paris, a été reçu, le 24 juin, à l'Hôtel de Ville, par M. Frédéric Dupont, président du Conseil municipal, et M. Henry Laforest, député de la Dordogne, en présence d'un public de choix, où l'on remarquait de nombreux parlementaires d'outre-mer.

— Vous êtes, monsieur le Maire, a déclaré M. Frédéric Dupont, un administrateur expérimenté, puisque, depuis longtemps la confiance de vos concitoyens (renouvelée dernièrement encore ce dont je vous félicite) a fait de vous le premier magistrat de Papeete. Vous avez conscience de vos devoirs et le souci inouï d'améliorer toujours la sort de vos concitoyens. C'est pourquoi vous voulez en mission à Paris, résolu à vous informer, à vous renseigner, à étudier de près par vous-même tout ce qui peut vous aider à mieux remplir encore votre tâche : sachez et sachez bien que les portes, toutes les portes, vous sont ici largement ouvertes.

M. Laforest, qui effectua une mission en Océanie au début de l'année, prit ensuite la parole :

— C'est la première fois depuis que l'Océanie est devenue française qu'un maire de Papeete vient sur le territoire métropolitain.

Le sang de votre premier ancêtre français, celui de votre arrière-grand-père, ce jeune enseigne de marine qui loucha Tahiti à bord d'une frégate à voile, le sang de ce jeune marin qui devint plus tard amiral est demeuré fidèle à ses origines. Mais c'est aussi à un autre de vos ancêtres, au fils de ce jeune marin que nous sommes redevables de l'Océanie française.

Il fut le conseiller écoute du dernier roi Pomaré et c'est sur les conseils de votre ancêtre que ce souverain, pour des raisons purement sentimentales et affectives, fit don de son royaume à la France.

Dès 1911, des centaines de Tahitiens ont traversé les mers pour combattre sous les plis du drapeau tricolore, et beaucoup sont morts sur la terre de France ; leurs enfants, vingt ans plus tard, sont partis comme volontaires avec le légendaire bataillon du Pacifique pour se couvrir de gloire dans les combats de Bir-Hakeim, d'Italie et de Provence. Et fidèle à cette tradition d'héroïsme, votre fils aujourd'hui combat en Indochine.

CP 1 m 05 10 - 394 - 811 2 au 8 Juin 1953